

UNIVERSITÉ PARIS III – SORBONNE NOUVELLE
Ecole doctorale Espace Européen Contemporain (EEC)

Résumé

Nombre de pages de la thèse : 749

THESE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS III

Discipline : Histoire

présentée et soutenue publiquement

par

Gusztáv KECSKÉS

2003

Titre :

La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956

Directeurs de thèse :

Madame Mária ORMOS/Madame Elisabeth du REAU

Membres du jury :

Monsieur György LITVÁN, Professeur émérite d'histoire et directeur de recherche à l'Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences

Madame Mária ORMOS, Professeur émérite d'histoire à l'Université de Pécs

Madame Elisabeth du REAU, Professeur d'histoire à l'Université de Paris III Sorbonne

Madame Marie-Pierre REY, Professeur d'histoire à l'Université de Paris I Sorbonne

1956 – Budapest : la date et le lieu s’associent dans l’esprit de beaucoup de Français. Le nom de la capitale hongroise est devenu l’un des symboles les plus douloureux des dernières années de la IV^e République : après Budapest, de nombreux Français ont dû faire justice de leurs propres illusions sur les pays socialistes. Quant à la société française qui observait avec une sympathie particulière le déroulement rapide des événements et leur fin tragique, elle eut vite la possibilité d’exprimer sa compassion par des actes concrets : les milliers de réfugiés hongrois en France furent reçus à leur arrivée par des milliers de familles françaises, par des organisations laïques et religieuses, grâce aussi à une aide significative du gouvernement. Par la suite, l’opinion publique et la presse françaises se sont intéressées à la tragédie avec une intensité conforme à sa portée en automne 1956. Ils ont conservé le souvenir de la « *Hongrie martyre* » pendant les décennies où la vérité ne pouvait se faire jour en Hongrie... Toutefois, l’activité réelle du gouvernement français et ses motivations sur le plan intérieur et surtout international sont restées obscures jusqu’à nos jours. L’ouverture des archives aussi bien en Occident que dans l’ex-bloc soviétique, nous donnent la possibilité de formuler une image beaucoup plus nuancée sur les répercussions de la révolution hongroise en France.

En constatant l’énormité des sources d’archives actuellement disponibles sur les échos politiques et sociaux français, nous avons décidé de nous concentrer sur la réaction de la diplomatie française à la révolution hongroise de 1956. Les autres composantes de notre étude – la politique intérieure française, la chronique de la révolution hongroise de 1956 et ses suites, enfin l’analyse des relations internationales – servent à éclairer le contexte de celle-ci. En ce qui concerne les limites temporelles et thématiques, nous évoquons en amont la période suivant la Seconde Guerre mondiale et nous analysons en aval les conséquences jusqu’aux années 1960. Notre centre d’études en soi s’étale de l’automne 1956 à l’automne 1958, c’est-à-dire de la veille de la révolution aux suites de l’exécution d’Imre NAGY et de ses compagnons, le 16 juin 1958. La IV^e République (1946-1958) – avec ses institutions, organisations politiques et sociales particulières, ses priorités internationales comme l’intégration européenne, les guerres coloniales – sert de référent constante à l’analyse. Nous avons examiné toutefois les quelques mois qui suivent le retour au pouvoir de Charles de GAULLE. L’automne 1956 et l’automne 1958 marquent des étapes dans les relations diplomatiques franco-hongroises depuis une quasi-rupture jusqu’à un apaisement relatif. Enfin, nous souhaitons intégrer la réaction de la diplomatie française face à la révolution hongroise en fonction de la Guerre froide et de son système bipolaire, américano-soviétique.

Nous nous sommes efforcés donc de répondre à trois questions fondamentales : a) Quelles furent l'attitude et le comportement de la diplomatie française pendant la révolution hongroise de 1956 ? b) Comment s'articule cette réaction française par rapport à l'ensemble des relations internationales ? Enfin, c) quel fut l'impact des événements hongrois de 1956 dans l'histoire des relations diplomatiques franco-hongroises ? Nous estimons qu'en répondant à ces questions, nous avons l'opportunité de comprendre de façon plus approfondie un épisode saillant de la guerre froide, le contexte international de la révolution hongroise de 1956, et la portée réelle d'un événement mondial aussi médiatique. Nous voulions présenter également à propos de ce cas concret, le fonctionnement de la diplomatie française à partir de la collecte et de la transmission des informations jusqu'à la prise de position et l'exécution des décisions. Nous avons tenté ensuite de jeter une lumière sur la dimension globale internationale de cette prise de décision en étudiant la coordination effectuée au sein de l'OTAN. De la sorte, nous espérons contribuer à la compréhension des problématiques connexes à la crise hongroise.

Du côté hongrois, après l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale en 1989-1990, les historiens commencèrent des recherches plus approfondies à partir des archives de 1956, à étudier ces événements sans a priori idéologique obligatoire, et bien sûr à en publier les premiers résultats. L'Institut pour l'Histoire de la Révolution hongroise de 1956, qui est né sous l'égide de l'Académie Hongroise des Sciences depuis 1990, constitue un des piliers de cette activité. Dès le début, il adopta comme objectif de mettre en évidence les dimensions internationales de la révolution. Jusqu'alors, les ouvrages importants paraissaient en Occident. Or, pour analyser les questions internationales, au cours des années 1960 et 1970, seules les sources secondaires étaient disponibles : la presse, les décrets officiels et les mémoires. A partir de la deuxième moitié des années 1980, les fonds d'archives anglais, français et autres devinrent accessibles. La chute des systèmes communistes en Europe centrale et orientale en 1989-1990 créa la possibilité de découvrir les secrets des documents gouvernementaux et ceux des partis. En 1992-1993 les chercheurs purent accéder à une grande partie des principaux documents soviétiques.

En ce qui concerne le niveau de dépouillement des matériaux : la partie la plus importante des sources soviétiques a déjà été publiée et analysée en détail, il en est de même pour les documents polonais. Les chercheurs étudièrent les dossiers yougoslaves, est-allemands, tchécoslovaques et roumains, ainsi que les papiers américains et britanniques. Des travaux existent déjà sur la perception de la révolution hongroise en Italie, en Suisse, en Autriche, en Belgique, au Pays-Bas et au Canada. Les premiers résumés encore non

monographiques firent aussi leur apparition, dont l'ouvrage de Csaba BÉKÉS, paru en 1996, est le plus significatif.

En France, lors des événements et par la suite, beaucoup d'articles et d'ouvrages furent publiés par les auteurs français et hongrois, à partir de postulats politico-idéologiques certes différents. François FEJTŐ, journaliste et historien d'origine hongroise de grande réputation, exigea, le premier parmi les intellectuels français, la vérité. Thomas SCHREIBER, envoyé spécial en Hongrie du quotidien *Le Monde* dans les jours de la révolution, se chargea directement de l'information sur les événements hongrois. Pierre KENDE, Tibor MÉRAY, Miklós MOLNÁR, exilés en 1956, travaillèrent beaucoup aussi pour rassembler les souvenirs d'origine française. Les représentants les plus connus de l'intelligentsia française : Raymond ARON, Albert CAMUS, Jean-Paul SARTRE, Marcel MERLEAU-PONTY, Claude LEFORT exposèrent aussi leurs opinions sur 1956.

On recense un certain nombre de publications sur l'écho politique en France de la révolution hongroise. La plupart de ces oeuvres mettent en scène la réaction de la gauche française, surtout celle des intellectuels communistes. Ce fait s'explique probablement par la très forte influence du Parti Communiste Français sur la vie culturelle à cette époque. Les autres ouvrages analysent certains secteurs de la presse. Stéphane DUFOIX qui a rédigé une thèse sur l'histoire de l'émigration politique d'Europe centrale après la Deuxième Guerre mondiale en France, a déjà utilisé les archives pour étudier la question des réfugiés hongrois de 1956 et leur organisation. Du côté hongrois on a assez peu publié sur l'écho en France de la révolution. György LITVÁN, ancien directeur scientifique de l'*Institut de 1956* a recueilli des documents provenant du Quai d'Orsay et des archives du Parti Communiste Français, et en a exposé brièvement le contenu dans l'almanach de l'Institut. Les recherches de Zoltán GARADNAI aux Archives Nationales Hongroises éclairèrent aussi certains aspects des relations diplomatiques franco-hongroises de l'époque. Ainsi, jusqu'à présent, il n'existe aucune étude de synthèse, ni sur les répercussions politiques et sociales en France, ni sur l'attitude de la diplomatie française face à cette crise.

L'abondance de la littérature sur la révolution hongroise prouve l'intérêt du public scientifique pour ce sujet. L'état d'avancement des recherches sur le contexte international d'une part, les lacunes de l'historiographie sur les échos en France de l'autre, fondent la nécessité d'une étude systématique de la politique du gouvernement français, surtout sur le plan international, en ce qui concerne la révolte de Hongrie. C'est pourquoi la majeure partie de la thèse est fondée sur des recherches originales à partir d'archives peu connues et d'entrevues avec des témoins.

En ce qui concerne la méthode employée, nous avons confronté plusieurs types de sources dans un souci d'objectivité (documents d'archives, presse, interviews) et des archives de nombreuses institutions en France, en Belgique et en Hongrie. Pour compléter les informations réunies autour des archives écrites, j'ai rencontré des diplomates ayant pris une part active dans la politique française de l'époque. J'ai interrogé ces anciens diplomates à partir d'un questionnaire unique soit directement sur magnétophone, soit par courrier. L'unité des questions m'a permis bien sûr de comparer les réponses. Quant aux recherches bibliographiques, j'ai tiré profit de l'historiographie la plus récente pour présenter et éclairer le contexte.

Quels types de sources avons-nous donc employé ? Nous avons exploité les archives, les sources publiées, les mémoires et les journaux disponibles, l'enquête orale, la presse, les actes des colloques et naturellement la littérature scientifique sur la question. La majeure partie de la thèse s'appuie toutefois sur les documents d'archives. Commençons par les sources françaises. Aux archives du ministère des Affaires étrangères français, nous avons travaillé sur les dossiers de la série *Europe 1956-1960*, notamment la sous-série *Hongrie* qui contient en abondance des documents relatifs à la révolution hongroise de 1956 (aspects politiques intérieurs et extérieurs, économiques, militaires et religieux). Les dossiers du cabinet du Ministre, et ceux du Secrétariat Général renferment également des informations sur ce sujet. Les séries *Nations Unies et Organisations Internationales* (NUOI) et du *Service des Pactes* se révèlent tout aussi précieuses ; la première pour étudier la politique menée par la diplomatie française à l'ONU, l'autre pour examiner le comportement de la France à l'OTAN. Parmi les archives des autres institutions publiques françaises, citons : les archives de la Présidence de la République et du Conseil des Ministres qui sont conservées aux Archives Nationales. Les documents du ministère de l'Intérieur qu'on y trouve également, surtout les synthèses générales des rapports mensuels des préfets, représentent des matériaux de grande valeur. Les documents de l'Assemblée Nationale et du Sénat (le Conseil de la République à l'époque), ainsi que ceux des services historiques des Armées ont utilement complété nos informations. Considérant les archives des partis politiques, nous avons mis à profit avant tout celles du parti socialiste (SFIO) et du Parti Communiste Français. Ces documents renseignent souvent sur les vrais motifs des comportements politiques et les débats au sein même des partis. Les papiers du parti socialiste, alors au pouvoir, comblent les lacunes des archives de certaines institutions publiques (par exemple les procès-verbaux des réunions du Conseil des Ministres qui ne sont pas consultables). Les archives internes du PCF nous instruisent sur les stratégies au sein d'une direction soucieuse de surmonter l'une des plus grandes crises de son

histoire. Faute du temps nécessaire, les archives religieuses repérées – catholiques, protestantes et juives – n'ont pas pu être dépouillées. Des recherches futures pourraient s'orienter en ce sens.

Parmi les archives du Secrétariat International de l'OTAN à Bruxelles nous avons trouvé un grand nombre de documents, issus des diverses instances de l'alliance. En les complétant par ceux du *Service des Pactes* au Quai d'Orsay et par les télégrammes du représentant permanent belge à son ministre, on peut établir avec précision le rôle joué par l'OTAN dans la concertation des diplomaties, non seulement à propos de la crise hongroise, mais au sujet des rapports Est-Ouest en général. Les procès-verbaux des réunions du Conseil Atlantique et les sources émanant des autres administrations nous renseignent sur l'évolution de l'attitude des pays-membres et leur interaction. Cela nous montre dans quelle mesure la France a pu influencer ses partenaires de l'OTAN, et dans quelle proportion aussi l'alliance a exercé un contre-effet sur la politique française.

Enfin, les documents diplomatiques hongrois conservés aux Archives Nationales Hongroises, essentiellement les correspondances politiques entre le ministère des Affaires Étrangères et la légation de Hongrie à Paris, ainsi que des notes internes rédigées par les services compétents de l'Administration centrale sur les contacts établis avec la légation de France à Budapest apportent de nombreuses précisions sur le développement des relations diplomatiques franco-hongroises, évidemment d'un point de vue officiel hongrois.

Un grand nombre de recueils de sources ont facilité notre travail. Ils couvrent la politique étrangère de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ainsi que les événements de l'ONU et l'attitude des dirigeants soviétiques ou hongrois. Malgré l'abondance des sources d'archives, sur des questions ou des organismes précis, certains types d'informations demeurent fragmentaires (par exemple : les Conseils des ministres, les dossiers du cabinet du ministre des Affaires Étrangères, les réunions des fonctionnaires du Quai d'Orsay). Les mémoires et les journaux d'anciens diplomates pallient difficilement ces difficultés car ils contiennent fort peu d'éléments sur ce sujet précis. Nous ne connaissons que deux exceptions à cette règle : les écrits d'Henri FROMENT-MEURICE qui était en 1956 à l'ambassade de France à Moscou et le journal de Guy TURBET-DELOF, alors attaché culturel de la Légation de France à Budapest. Ce dernier rédigea un journal au moment de la crise hongroise. C'est la source la plus significative dans le genre. Les enquêtes orales se révèlent particulièrement riches et stimulantes non seulement pour compléter des informations lacunaires (sur Suez par exemple), mais aussi pour interpréter d'autres documents. Nous pensons en l'occurrence aux documents destinés à être publiés, telles les réponses aux

questions orales à l'Assemblée Nationale. Néanmoins nous n'avons pas utilisé les archives orales du ministère des Affaires étrangères français car il n'y avait pratiquement rien sur notre sujet. Si nous n'avons pas dépouillé systématiquement la presse contemporaine préférant donner la priorité aux documents d'archives, nous avons néanmoins amplement lu les travaux qui exploitent ce type de source. En revanche les actes des colloques constituent des matériaux particulièrement utiles et appréciés.

Conformément aux objectifs définis ci-dessus, le sujet de notre étude est la réaction de la diplomatie française à la révolution hongroise de 1956. Nous traitons donc seulement des thèmes indispensables pour éclairer ce sujet. Dans la première partie, nous présentons la perception et la réponse immédiate de la politique étrangère française aux signes avant-coureurs et aux développements de la révolution hongroise. Ensuite, dans la seconde partie, nous examinons ses répercussions sur la politique intérieure et la société françaises pour voir l'influence de ces facteurs sur le Quai d'Orsay. Enfin, dans la troisième partie, nous reprenons l'étude de l'orientation de la politique étrangère française face à la Hongrie.

Après avoir examiné les divers aspects de la politique étrangère française envers la révolution hongroise de 1956, nous avons tenté de répondre aux questions posées en introduction à notre travail au sujet du comportement de la diplomatie française face à la révolution hongroise de 1956, de l'intégration de la réaction de la diplomatie française par rapport à l'histoire des relations internationales et enfin de l'impact des événements hongrois de 1956 dans l'histoire des relations diplomatiques franco-hongroises.

L'attitude et le comportement de la diplomatie française

Nous constatons donc que la politique du Quai d'Orsay envers la Hongrie et les pays du bloc soviétique s'est caractérisée par une grande stabilité durant toute la période examinée. Son attitude se détermina tout d'abord en fonction des règles du système bipolaire, caractérisé par l'opposition entre les États-Unis et l'Union soviétique. Ce contexte engageait à la prudence, à une politique de non intervention, voire à la passivité. La politique du *relâchement* qui fut une réponse, dans une certaine mesure, au *dégel* en Europe orientale, ne sortit jamais de ce cadre. Ni la révolution hongroise, ni son écrasement n'apportèrent de modifications notables à cette ligne de conduite. Le gouvernement français ne planifia aucun projet en perspective de mesures plus énergiques. L'acceptation de la neutralité hongroise pendant la révolution ou la proposition de neutralisation de la Hongrie par Christian PINEAU,

ministre des Affaires Étrangères français, le 18 décembre 1956 à l'Assemblée Nationale, n'entrent pas dans ce cadre. Le poids international de la France ne permettait aucune démarche d'envergure. L'idée pareille de J. PAUL-BONCOUR avancé à CHOU EN-LAI, président du Conseil des ministres chinois en janvier 1957 à Budapest, n'était qu'un simple coup d'essai.

Les autres facteurs, à savoir la crise de Suez et, à plus long terme, la guerre d'Algérie n'ont pas été sans influence, en particulier aux Nations Unies. Toutefois ces éléments n'exercèrent qu'un rôle provisoire et d'ordre tactique par rapport au *statu quo* européen. La réaction extrêmement intense de la société et de la vie politique françaises pèsent peu dans la prise de décision du Quai d'Orsay. Certes les diplomates français ressentaient envers la Hongrie une compassion identique au reste de l'opinion publique (cf. Jean LALOY, Etienne MANAC'H, Fernand ROUILLON, Guy TURBET-DELOF etc.). Néanmoins la grande réaction émotive et les manifestations individuelles de sympathie ne pesèrent guère dans la balance au final.

La crise hongroise sortait de l'orbite française. On s'en rend compte au fait que les principaux foyers d'action de la politique étrangère française se sont déployés partout sauf à Budapest : à l'ONU, à l'OTAN, voire en France par l'accueil des réfugiés. Paris a donc concentré tous ses efforts là où il pouvait agir sans risquer la confrontation directe avec l'Union soviétique. Ainsi le boycott du gouvernement Kádár par les pays-membres de l'OTAN permettait à Paris de critiquer la Hongrie au nom du libéralisme politique occidentale, sans heurter de front Moscou. On scrutait naturellement les mouvements de l'URSS comme décisifs du point de vue de la détente internationale. Or la diplomatie française plaçait au rang des priorités la poursuite de la détente et du désarmement. En conséquence, le maintien du dialogue avec l'URSS fut jugé plus important que le soutien à l'émancipation des peuples d'Europe centrale et orientale.

D'après les sources disponibles, la question hongroise n'était pas prioritaire pour le gouvernement Guy MOLLET, ni sur le plan intérieur ni au point de vue international. Au cours des Conseils des ministres durant la révolution hongroise, on n'aborda le sujet qu'une seule et unique fois. La première décision relative à la crise hongroise date du 7 novembre et porta sur les réfugiés. Par ailleurs, bien sûr, le gouvernement français s'est longuement saisi des intérêts nationaux qui l'affectaient directement : l'Athos, BEN BELLA, Suez. Si nous observons les contacts bilatéraux entre la France et ses alliés en novembre-décembre 1956, nous obtenons le même constat. Lors de ces négociations au plus haut niveau, l'affaire

hongroise ne fut pas mentionnée, ou à peine (voir par exemple la rencontre célèbre de Guy MOLLET – Konrad ADENAUER du 6 novembre à Paris).

La réaction de la diplomatie française à la lumière de l'historiographie des relations internationales

Le comportement et l'attitude du gouvernement français, qui viennent d'être analysés, s'intègrent parfaitement dans la ligne générale de la diplomatie occidentale. Les autres dirigeants aussi – contrairement à leurs opinions publiques – étaient pleinement conscients de leur marge de manoeuvre très étroite face aux événements. L'idée d'une intervention militaire ou d'une action politique énergique contre le bloc soviétique ne leur vint pas à l'esprit. Ils voulaient également continuer le processus de détente dans les relations Est-Ouest et attachaient une grande importance au maintien du dialogue avec l'Union soviétique. À propos de la Hongrie, Paris s'est concerté en permanence avec ses partenaires au sein du forum de l'OTAN, et lors d'autres consultations bilatérales. Cela permit d'édifier une ligne diplomatique commune, prolongement aussi d'une situation géostratégique analogue. Les liens avec la Grande-Bretagne et les États-Unis restaient évidemment des plus étroits.

La révolution hongroise et sa répression n'ont ainsi pas provoqué de vrai conflit entre les blocs occidental et oriental, car l'URSS s'était contentée d'agir à l'intérieur de sa zone d'influence. Néanmoins les contemporains avaient l'impression que la crise hongroise et ses dangers résultaient de l'opposition idéologique entre les deux blocs. En effet, on pouvait tirer cette conclusion à partir de la propagande diffusée par les stations de radio américaines vers l'Europe de l'Est. Au cours de l'année 1956, il y fut suggéré que les États-Unis ne resteraient pas les bras croisés si le peuple d'un pays satellite s'insurgeait contre ses oppresseurs soviétiques... La réaction extrêmement intense de l'opinion publique occidentale renforça également l'appréciation qu'il s'agissait d'une circonstance très dangereuse. Il est important de souligner que la révolution hongroise ne s'assimile pas à une crise de ce genre, car en réalité elle ne risquait pas de provoquer une guerre mondiale. La situation était donc fort différente de la guerre de Corée par le passé, des deux crises de Berlin, de la crise des missiles à Cuba, de la guerre du Vietnam et de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, plus tard, où les deux camps se sont effectivement opposés. La révolution hongroise de 1956 ressemblait plutôt à la révolte de Berlin-Est de 1953, au printemps de Prague de 1968 et aux événements de Pologne en 1980-1981, tous dans la sphère d'intérêt soviétique. Ces « crises » sont restées

au niveau de la polémique, de la propagande et des opinions publiques, et ne troublèrent pas sérieusement les relations Est-Ouest. On peut donc constater que si la révolution hongroise augmenta provisoirement la tension entre les deux blocs, elle n'exerça pas d'effet notable à long terme sur leurs rapports réciproques.

L'impact de la révolution hongroise dans l'histoire des rapports diplomatiques franco-hongrois

L'amélioration progressive que l'on avait pu enregistrer dans les relations entre la France et la Hongrie en 1955-1956 fut non seulement arrêtée, mais brusquement inversée par le boycott diplomatique des pays de l'OTAN, introduit en réponse de l'écrasement de la révolution par les Soviétiques. Néanmoins, on vit dès l'automne 1957 les prémices d'un réchauffement timide qui s'accéléra en l'espace d'un an, et, quelques années plus tard, dépassa considérablement le niveau de cordialité atteint la veille de la révolte. En contemplant les rapports franco-hongrois sur plusieurs décennies, on peut constater que – contre toute apparence – la révolution hongroise de 1956 n'exerça pas une influence essentielle sur l'évolution de ces relations. Les propos de Charles de GAULLE tenus à l'occasion de la visite du nouveau ambassadeur hongrois en 1964 sont révélateurs à cet égard : « *Il n'y avait, dans le passé, aucune cause de perturbation entre nos peuples qui pourrait entraver la progression constante dans les relations culturelles et économiques* ». Il est intéressant de noter que tous les domaines ne furent pas atteints au même degré : tandis que les rapports politiques, diplomatiques et culturels subissaient une fluctuation sinusoïdale, les relations économiques se stabilisaient. Quoi qu'il en soit, malgré un boycott diplomatique sur plusieurs années, les rapports franco-hongrois, non seulement se normalisèrent, mais se consolidèrent dans les années 1960 à un niveau bien supérieur à celui d'octobre 1956.

En conséquence, l'impact de la révolution hongroise de 1956 dans l'histoire des relations franco-hongroises ne se retrouve guère dans la sphère diplomatique, politique, économique ou culturelle. Les souvenirs mêlés de sentiments et entretenus par la population française depuis presque un demi-siècle s'avèrent, eux, beaucoup plus durables. L'aide à la "*Hongrie martyre*" et les accueils de réfugiés ont compté pour beaucoup. De son côté, le peuple hongrois garde, lui, le souvenir de son abandon par l'Occident. À travers les études historiques toutefois, il doit prendre conscience que la majorité des Français étaient de leur côté, sinon par les armes, du moins avec le cœur.